

**Sans respect de la Démocratie, des Droits de l'Homme et de  
l'Environnement pas d'exploitation minière.  
Appel de la Commune rurale de Faléa et du Cercle de Kéniéba (MALI),  
menacés par le projet d'une mine d'uranium.**

**Partout, et en particulier sur le continent africain, nous assistons aujourd'hui à une course intense aux matières premières et aux terres agricoles. Le respect de l'environnement, la justice sociale et les principes élémentaires de la démocratie sont piétinés par des investisseurs internationaux poussés par leur soif de profit.**

Les autorités publiques et les populations des pays concernés n'ont que des connaissances limitées sur l'exploitation industrielle de ces matières premières. Les institutions étatiques sont dépourvues de moyens et sans compétences techniques. Le cadre juridique est adapté aux intérêts des sociétés d'extraction et par contre inconnu des populations.

C'est le constat amer que les habitants de la petite commune de Faléa, dans le Cercle de Kéniéba au sud-ouest du Mali, proche des frontières avec le Sénégal et la Guinée, ont dû faire. Avec leur municipalité et l'appui de l'association ARACF (*Association des Amis et Ressortissants de la Commune de Faléa*) et des élus du Cercle de Kéniéba, ils se sont mobilisés depuis 2010 contre le projet d'une mine d'uranium sur leur territoire<sup>1</sup>. Grâce à la solidarité de quelques ONG et de municipalités comme la Ville de Genève, les habitants de Faléa ont ainsi réalisé une étude du « point zéro radiologique », mis en place une unité de communication satellitaire, animé des séances de formations et créé une radio locale pour diffuser des connaissances sur l'extraction minière, le cadre légal et les droits des citoyens dans les quatre langues parlées par les populations. En collaboration avec l'IPPNW<sup>2</sup> et *uraniumnetwork*, l'association ARACF a organisé à Bamako en mars 2012 une conférence internationale sur le thème ***Uranium Santé et Environnement***.<sup>3</sup>

**Une mine d'uranium à Faléa détruirait le village, les terres agricoles, les lieux sacrés, le patrimoine culturel, une faune et une flore particulièrement riches mais également cette ressource vitale qu'est l'eau des nappes géologiques et phréatiques.**

Les habitants de Faléa ne négligeront rien pour faire valoir leur opposition à la mine d'uranium dans le cadre de l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) prévue par le code minier du Mali et ses textes d'applications. Ils souhaitent organiser une consultation populaire qui donne voix à chaque habitant des 21 hameaux et villages de la Commune.

**Mais depuis janvier 2012, la grave crise politique et institutionnelle qui traverse le Mali menace sa souveraineté, la réussite de tout processus démocratique et le respect des droits des populations.**

1 Les parlementaires européens Eva JOLY et Michel RIVASI après leur visite à Faléa en mars 2011 ont adhéré à l'Association ARACF

2 Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, Prix Nobel 1985

3 <http://www.falea21.org/spip.php?article33>

C'est la raison pour laquelle la Commune de Faléa et le Cercle de Kéniéba appellent les municipalités, les ONG et les femmes et les hommes de bonne volonté de par le monde à signer cet appel. Un grand nombre de signataires peut garantir le bon déroulement de la consultation populaire qui sera organisée en novembre 2013<sup>4</sup> par la Commune Rurale de Faléa et l'ARACF. Il garantirait le respect de la décision des habitants de Faléa.

L'Union européenne a conclu un « partenariat stratégique » avec le continent africain. Selon la Commission européenne « ce partenariat est le seul partenariat stratégique de continent à continent conclu par l'UE ». Entre autres il a pour but de « promouvoir la gouvernance, la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme, dans leurs dimensions politique et économique à tous les niveaux.<sup>5</sup> »

Cet appel s'adresse donc aussi aux instances de l'UE, et les invite à démontrer visiblement qu'il soutiennent l'exemple de Faléa et qu'ils sont disposés à promouvoir le respect de la démocratie, des droits de l'homme et de l'environnement, afin d'éviter que l'Initiative européenne pour les matières premières ne dégénère en pillage des ressources du sous sol africain.

## **Sans respect de la Démocratie, des Droits de l'Homme et de l'Environnement pas d'exploitation minière**

Prénom	Nom	Nom de l'organisation/institution	adresse	courriel
.....	.....	.....	.....	.....
Lieu	date	signature		
.....	.....	.....		

Renvoyez, SVP l'appel signé par mail ou courrier à

Hannes LAMMLER [lammler\[at\]forumcivique.org](mailto:lammler[at]forumcivique.org)  
Forum Civique Européen, St Johans Vorstadt 13, Boite postale 1848, **CH – 4004 BÂLE**, Suisse  
Forum Civique Européen : [www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)

Pour tous compléments d'information: [www.falea21.org](http://www.falea21.org)  
Professeur Many CAMARA, chargé des relations internationales ARACF  
mail [manycamara\[at\]yahoo.fr](mailto:manycamara[at]yahoo.fr)

4 La date n'est pas encore arrêtée définitivement, cela dépendra de l'évolution de la situation politique au Mali. En effet, Faléa souhaite accueillir au moins 21 observateurs internationaux pour la consultation populaire.

5 [http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM\\_COM\\_2010\\_634\\_relations\\_ue\\_afrique\\_fr](http://ec.europa.eu/development/icenter/repository/COMM_COM_2010_634_relations_ue_afrique_fr)